

Recherches sociographiques



Michel LECLERC et Michel QUIMPER, *Les relations du travail au Québec : une analyse de la situation dans le secteur public*

Renaud Paquet

Volume 36, Number 3, 1995

Science et société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057001ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057001ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Paquet, R. (1995). Review of [Michel LECLERC et Michel QUIMPER, *Les relations du travail au Québec : une analyse de la situation dans le secteur public*]. *Recherches sociographiques*, 36(3), 622–623. <https://doi.org/10.7202/057001ar>

5° Il est aussi regrettable que trop peu de place ait été laissée à l'analyse économique. Plusieurs des questions environnementales ne sont discutées que sous l'aspect économique. Les enjeux autour du réchauffement du climat terrestre et la sélection d'une stratégie de prévention ou d'adaptation ne sont à peu près exprimés que dans des termes économiques. Quel rapport établir entre cette manière économique de formuler les solutions et l'éthique? À part des critiques un peu naïves sur l'incapacité des économies de marché à faire face aux problèmes écologiques — ce qui est discutable —, on se tient assez loin de tout ce qui touche à l'économie. Et pourtant les agents économiques exercent un poids considérable sur beaucoup de décisions relatives à l'environnement. De plus, certaines associations d'entreprises prennent au sérieux les contraintes écologiques et les pressions du public, des consommateurs et des gouvernements en faveur de la protection de l'environnement.

Néanmoins, les ouvrages valent la peine d'être lus et discutés dans les salles de cours et en séminaires, en partie pour ce qu'ils nous apprennent sur les débats écologiques en cours, mais en partie aussi pour ce qu'ils ont laissé de côté.

Louis GUAY

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Michel LECLERC et Michel QUIMPER, *Les relations du travail au Québec : une analyse de la situation dans le secteur public*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, 336 p.

Le titre de ce dernier-né des ouvrages généraux sur les relations du travail au Québec laisse présager qu'il traite avant tout du secteur public. Sa publication aurait été appréciée et serait venu combler un besoin compte tenu que seule la publication de Maurice LEMELIN occupe ce créneau, mais, le lecteur se rend compte rapidement que le titre est quelque peu trompeur. Exception faite d'un chapitre où le cadre légal des rapports collectifs de travail dans les secteurs public et parapublic est présenté ainsi que d'un passage traitant de la négociation collective qu'on y pratique, on ne trouve que quelques paragraphes spécifiques au secteur public; au total, une trentaine de pages. Je ne partage donc pas l'opinion de l'auteur de la préface, qui déclare que cet ouvrage « est appelé à devenir un traité des relations de travail dans le secteur public québécois ». Pour ce faire, il aurait été nécessaire que le livre comprenne des chapitres traitant en profondeur des services essentiels, de l'exercice du droit de grève, de la politique salariale de l'État, de la crise des finances publiques, du règlement des conflits, de la centralisation et la politisation de la négociation collective, des notions d'État-employeur et d'État-législateur à tout le moins. Or, ces questions n'y sont pas abordées.

L'ouvrage comprend quatre parties : un historique des relations du travail, la législation du travail, la vie syndicale au Québec, l'avenir des relations du travail. Au dire même des auteurs, chacune d'elles ne se veut qu'un survol des sujets traités. La partie sur l'historique des relations du travail offre une comparaison entre le Québec, le Canada, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Plus d'un siècle et demi d'histoire dans cinq systèmes de relations du travail différents est décrit en 75 pages. Il n'est donc pas surprenant que certains événements très importants aient été traités en surface ou tout simplement omis.

Ce survol essoufflant présente cependant un tour d'horizon intéressant et saura sans doute satisfaire certains lecteurs. Par contre, il aurait été à propos, compte tenu du titre de l'ouvrage, de traiter plus en détails des grandes rondes de négociation des secteurs public et parapublic québécois. L'espace qu'elles ont occupé sur la scène des relations du travail au Québec au cours du dernier quart de siècle justifiait amplement de tels détails.

En deuxième partie, les auteurs présentent le cadre législatif des rapports collectifs de travail au Québec en prenant soin de souligner les particularités relatives au secteur public. La cadre constitutionnel ainsi que les lois régissant les rapports individuels et collectifs du travail y sont tour à tour expliqués. Il s'agit d'une excellente synthèse des principales dispositions législatives.

La troisième partie est intitulée «La vie syndicale au Québec». En fait, il y est plutôt question de négociation collective que de syndicalisme. Après avoir présenté les structures du mouvement syndical et du patronat québécois, les auteurs enchaînent avec une brève description du processus et de la dynamique de la négociation collective. Cette partie se termine par un chapitre sur les dispositions de la convention collective. Alors que les explications à l'égard du mouvement syndical québécois et de la négociation collective me semblent trop sommaires, même pour une compréhension générale de ces sujets, le chapitre sur la convention collective va à l'essentiel. Le lecteur y retrouve une explication juste sur chacun des grands sujets couverts dans la plupart des conventions collectives.

En dernière partie, les auteurs présentent leur vision de l'avenir des relations du travail. Il est ici question, à la fois, de relations de travail et de gestion des ressources humaines. Certains des grands enjeux à l'égard des rapports individuels et collectifs du travail y sont mis en évidence. Il est aussi brièvement question des nouvelles formes de gestion. En 15 pages, un total de 12 programmes sont présentés. Enfin, les auteurs affirment, à juste titre, que les relations du travail au Québec sont en pleine mutation. Elles doivent s'ajuster à de nouvelles réalités. Dans le nouveau système de relations du travail, le partage de l'information, le partenariat et la flexibilité dans l'organisation du travail sont appelés à remplacer la traditionnelle épreuve de force et la rigidité des règles découlant de l'ancien système.

Cet ouvrage comprend deux lacunes principales. Contrairement à ce que son titre laisse entendre, il ne peut prétendre présenter une analyse de la situation des relations du travail dans le secteur public québécois car les grandes caractéristiques de celui-ci n'y sont pas abordées. De plus, tel que mentionné précédemment, il y aurait eu avantage, même pour un livre d'introduction, à aller un peu plus loin dans le traitement de certains sujets. Par contre, les auteurs ont réussi à assembler en un tout, les éléments de base qui permettent de bien saisir la nature et le fonctionnement des relations du travail au Québec. Les textes sont illustrés par de nombreux tableaux et graphiques, dont plusieurs sont nouveaux. Le volume de Leclerc et Quimper représente un outil intéressant pour un cours d'introduction aux relations du travail. À cet égard, il se situe dans le même créneau que les ouvrages de GÉRIN-LAJOIE et de BOIVIN et GUILBAULT.

Renaud PAQUET

*Département de relations industrielles,
Université du Québec à Hull.*
